



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 1^{er} DECEMBRE 2021

MONUSCO

NORD-KIVU-ITURI :

Concernant les opérations lancées hier par les armées congolaises et ougandaises, une décision bilatérale entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda, la MONUSCO souligne la nécessité de garantir une coordination très étroite entre les acteurs militaires pour garantir à la fois l'efficacité des opérations et la sécurité de toutes les parties. La Mission reste déterminée à travailler, dans le cadre de son mandat, à soutenir les efforts contre les groupes armés et à garantir la protection des populations civiles dans les zones d'opérations.

REPRESENTANTE SPECIALE :

Bintou Keita, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, est en visite au siège des Nations Unies à New York, en amont de sa présentation au Conseil de sécurité, prévue le 6 décembre. Vous pourrez suivre en direct cette séance du Conseil de sécurité sur webtv.un.org, à partir de 16 heures, heure de Kinshasa, et 17 heures à Goma.

NORD-KIVU :

La section des Affaires civiles et les sections de la Protection de l'enfant et de l'Information publique ont organisé cette semaine en collaboration avec le Centre de connaissances Uhuru un forum de débat avec des représentants de groupes et d'associations de jeunes locaux à Sake (20 km au nord-ouest de Goma).

Cette session a rassemblé un total de 45 participants dont 17 filles y compris des représentants du Comité territorial de la jeunesse de Masisi. Après la projection d'un film éducatif, les jeunes ont eu l'occasion d'échanger sur les principaux défis et opportunités pour leur participation effective aux processus de paix, de sécurité et de développement dans leurs communautés respectives. Ce forum d'échange sera désormais organisé sur une base mensuelle et fera partie d'une série d'initiatives facilitées par la section des affaires civiles de Goma pour promouvoir la communication non violente et autonomiser les jeunes.

La Section des Affaires civiles a organisé ce lundi une réunion d'échange d'informations avec 13 acteurs locaux de la protection des civiles dont deux femmes à Nyanzale situé à 40 km au nord-ouest de Rutshuru, pour discuter des préoccupations en matière de protection et de sécurité dans la région. Parmi les participants figuraient des chefs locaux, la société civile, des femmes et des jeunes leaders de villages situés près de Nyanzale.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

La section Protection de l'enfant en collaboration avec le bureau de la Communication stratégique et de l'information publique de Goma organise demain jeudi 2 et vendredi 3 décembre 2021 un atelier de renforcement des capacités de 20 journalistes issus des radios communautaires des territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale, ainsi que les avocats impliqués dans la lutte contre les violations graves de droits des enfants. Cette rencontre vise à renforcer les capacités des journalistes pour la prévention des violations graves des droits de l'enfant en période de conflit armé à travers l'amélioration de leurs connaissances afin d'assurer une large diffusion des messages de sensibilisation sur ce phénomène.

Dans le cadre des 16 jours d'activisme qui a pour thème : « Orangez le monde, Mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard de la femme », UNPOL avec son unité violences sexuelles basées sur le genre en collaboration avec les membres de l'ONG Yalife a fait une présentation sur les notions de genre et les violences sexuelles basées sur le genre à l'Institut Mama Mulezi niveau secondaire auprès d'un groupe de 500 élèves (filles et garçons) âgés de 15 à 18 ans. Une activité similaire a été organisée au profit d'une équipe de basketball de l'académie JNB composée de 19 joueurs et 2 joueuses ainsi que de 4 entraîneurs du quartier Katindo à Goma.

SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel Major Sylvester Mangure, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué d'effectuer des patrouilles de jour et de nuits, des patrouilles et des missions à longue distance, des patrouilles conjointes, des escortes, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes.

La plupart des actions de la Force sont toujours rivées à l'application et au soutien du Mandat, à la protection des civils, à l'appui aux institutions de la RDC en particulier aux forces de sécurité locales pour lutter contre toute menace contre la population.

Au niveau opérationnel, la Force continue de répondre avec fermeté à toute forme de violation et tentative de nuisance à la population.

La Force continue de coopérer avec les forces de sécurité locales, les autorités locales et d'autres parties prenantes pour escorter les convois civils. Ces activités garantissent que la sécurité des zones est renforcée tout en affichant la détermination et l'engagement de la MONUSCO envers les populations civiles de la RDC et le mandat de l'ONU.

Sur le terrain en Ituri et à Beni, les soldats de la paix bangladais et kenyans continuent d'escorter des véhicules civils dans la région comme mesure immédiate pour lutter contre l'insécurité le long de la route. Cette escorte civile aide les civils et de nombreuses parties prenantes à poursuivre le transport des articles essentiels entre les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

A Beni, la MONUSCO a remis la base KIDIDIWE aux FARDC. Le Commandant de la Force par intérim, le général de Brigade John Chaika, a présidé l'événement de remise au commandant des FARDC SUKOLA I, le général de brigade Mtupela Bertine. La base a été financée et construite par la MONUSCO dans le cadre des efforts visant à soutenir les forces de sécurité locales, afin de répondre aux menaces à la sécurité de la population, améliorer la situation humanitaire et permettre des activités économiques normales.

En Ituri, la MONUSCO poursuit les travaux de réhabilitation des RN 27 et RN 4 en cette saison des pluies qui bat son plein et qui a fortement dégradé l'état des routes. Un tel travail vise à rendre la route carrossable pour permettre une réponse rapide en matière de sécurité et la fourniture de produits aux habitants pour une paix et un développement durables de la RDC.

Sur un autre plan, la Force continue d'organiser divers événements dans ses domaines de responsabilité, y compris la sensibilisation aux 16 jours d'activisme à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et sensibiliser la population à la violence sexuelle, à l'exploitation et aux abus sexuels liés aux conflits et autres formes de violence sexuelle et sexiste. Les événements visent à amplifier l'appel à l'unité mondiale d'ici 2030 pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

EQUIPE DE PAYS

ONUSIDA :

Message de Susan Kasedde, Directrice de l'ONUSIDA en RDC à l'occasion de la Journée mondiale du SIDA 2021 (lu par Adamou Dambagi, conseiller en information stratégique d'ONUSIDA)

La RDC compte actuellement environ 510 000 personnes vivant avec le VIH et l'épidémie est marquée par les effets de l'inégalité, en particulier l'inégalité entre les sexes, et les opportunités manquées. Plus de 300 000 personnes vivant avec le VIH sont des femmes, un peu plus de 125 000 sont des hommes et environ 70 000 sont des enfants. En 2020, 20 000 personnes ont été nouvellement infectées par le VIH et 17 000 personnes sont décédées des suites d'une maladie liée au sida. Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, la RDC a enregistré 58 000 nouvelles infections à la COVID-19 en 2020 et 2021 et a perdu 1100 personnes à cause de la COVID-19 au cours de cette période de 2 ans.

Il est important de noter que la RDC a fait des progrès encourageants dans la réponse au VIH par rapport aux trois résultats clés encadrant le programme national et mondial de réponse au VIH : 95% - 95% - 95%.

- Environ 75% des adultes vivant avec le VIH (PVVIH) ont été dépistés et connaissent leurs statuts VIH.
- Et 74% des PVVIH sont maintenant sous traitement antirétroviral.
- Cependant, environ 22% de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH ont leur charge virale supprimée.

Plus de 80% des femmes enceintes en RDC entrent en contact avec les établissements de santé pour leur première visite de soins prénataux et c'est la première et la plus importante occasion de tester et d'associer les mères séropositives au traitement pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Cependant, selon une étude de performance menée par le PNMLS, le PNLIS et l'ONUSIDA, publiée à l'occasion de la Journée

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

mondiale du SIDA cette année, au cours des 4 dernières années, moins de 40% des mères séropositives en RDC reçoivent des médicaments antirétroviraux pour prévenir la transmission du VIH aux bébés exposés au VIH pendant la grossesse ou l'allaitement. Ainsi, jusqu'à 60% des mères séropositives passent à côté et ne bénéficient pas d'une intervention très efficace, d'un traitement connu et disponible.

Le résultat dû à l'exclusion des femmes des soins appropriés et au manque de suivi des femmes stipule que depuis 4 ans : moins de 35% des enfants séropositifs sont sous traitement contre le VIH. Encore une fois, plus de 65 % des enfants ne bénéficient pas d'une intervention très efficace, d'un traitement et ne bénéficient des soins complémentaires qui leur permettraient de survivre, de s'épanouir et d'atteindre leur plein épanouissement.

Sans aucun doute, l'impact du VIH sur la vie des personnes, des familles et de l'économie en RDC reste important et la RDC doit maintenir l'attention politique et programmatique, ainsi que la priorité sur l'objectif de mettre fin au VIH comme menace de santé publique d'ici 2030.

La RDC a fortement soutenu la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida qui fait appel à une concentration ferme sur la fin des inégalités, des obstacles structurels à l'accès aux services et à l'inclusion. Laquelle de stratégie implique aussi un renforcement de la durabilité par le biais du financement, d'une meilleure intégration et de l'investissement dans la résilience. Il existe des opportunités importantes sur lesquelles la RDC doit s'appuyer pour aller de l'avant afin d'accélérer les résultats nationaux :

Reconnaître l'impact continu du VIH et assurer un soutien politique de haut niveau à la réponse au VIH : Les données, les plateformes des services, les capacités et les partenariats ont été construits au fil des années pour que la RDC soit à même de comprendre et de répondre à l'épidémie de VIH. Les interventions qui fonctionnent ne peuvent donner des résultats que si elles sont accessibles et utilisées.

Le gouvernement au niveau national et provincial doit s'assurer que les mécanismes de coordination de haut niveau - CNMLS, CPMLS - fonctionnent régulièrement pour garantir un engagement et une responsabilité durable. Ces mécanismes doivent être utilisés pour capitaliser sur les importantes ressources de programmation construites grâce aux investissements afin de s'assurer que les programmes fonctionnent pour prévenir les nouvelles infections, et s'assurer que la gestion de qualité des soins pour les populations vulnérables soient accessibles, acceptables et durables pour avoir un impact.

Assurer une utilisation efficace des ressources : La RDC a la chance d'avoir les partenariats et les finances nécessaires pour soutenir le renforcement des systèmes nationaux de santé et communautaires pour la réponse au VIH. Plus de 174 millions USD a été alloué par le Fonds mondial pour soutenir la riposte au VIH entre 2020 et 2022 et plus de 105 millions ont été mobilisés par la COP21 du PEPFAR.

Le gouvernement doit s'assurer d'une contribution beaucoup plus importante et soutenue du financement national et de l'effet de levier des capacités financières et techniques du secteur privé pour compléter et assumer de plus en plus le leadership financier afin de s'assurer que les services peuvent être fournis de façon accessible et acceptable à tous ceux qui en ont besoin

Renforcer et soutenir les partenariats communautaires : La RDC dispose d'un vaste réseau d'acteurs de la société civile qui ont bénéficié durant des décennies de formation et d'implication dans la programmation du

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

développement pour s'attaquer aux défis structurels qui affectent l'accès aux services et à l'impact du VIH : l'inégalité des sexes, la violence sexiste, le suivi au niveau communautaire et la sensibilisation des groupes vulnérables, la communication communautaire et la prestation de services communautaires.

Les organisations communautaires en RDC constituent un pont fiable vers les personnes que nous devons atteindre pour obtenir les résultats communs et cette capacité doit être soutenue et mieux coordonnée en tant que système communautaire pour compléter les systèmes et services gouvernementaux. Le gouvernement doit s'engager à construire et à protéger ce système communautaire complémentaire essentiel par le biais des partenariats formels à long terme avec la société civile.

Renforcer le partage et l'utilisation des données pour améliorer les performances, la conception et la mise en oeuvre des programmes au niveau provincial : Les 26 provinces de la RDC représentent un paysage de programmation complexe et hautement décentralisé et la réponse du programme doit s'adapter de toute urgence pour mieux refléter cette diversité de solutions et de stratégies. La planification opérationnelle et l'examen des performances au niveau provincial fourniront des orientations importantes sur les priorités pour la mobilisation des ressources techniques et financières et devraient guider l'alignement des contributions des partenaires afin que les structures provinciales puissent être plus efficaces et efficaces.

Le programme national doit s'appuyer sur les données disponibles auprès des plateformes gouvernementales et des partenaires pour assurer un suivi et une analyse plus cohérents et plus solides. Le programme national doit s'assurer également des progrès réalisés en matière d'accès, d'égalité et d'élimination des goulets d'étranglement au niveau provincial, afin que les investissements provinciaux identifient mieux les populations les plus exposées au risque d'exclusion, réagissent mieux pour renforcer la protection et l'inclusion et combrent ainsi les écarts de performance du programme.

REFUGIES :

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est consterné par une série d'attaques meurtrières menées par des groupes armés contre des personnes déplacées dans l'est de la RDC.

Selon les autorités locales, la dernière tuerie a fait 26 victimes dimanche 28 novembre, sur le site de Ndjala, dans la zone de santé de Drodro, dans la province de l'Ituri. Dix femmes et neuf enfants figurent parmi les victimes et 11 personnes ont été blessées. Les assaillants ont fait usage d'armes à feu, de machettes et de couteaux.

Le 21 novembre, un groupe de miliciens a attaqué Drodro et Tché, un autre site pour personnes déplacées. Selon les autorités, 44 personnes ont été tuées à Drodro et plus de 1200 abris ont été détruits. Près de 1000 abris ont été détruits à Tché.

Pas moins de 20 000 habitants abrités dans des camps de déplacés ont fui vers Rhoe pour trouver refuge à proximité de la base militaire de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Le site a doublé de taille, passant de 21 000 à 40 500 habitants en moins de 48 heures, obligeant les familles nouvellement arrivées à dormir à la belle étoile. La nourriture, les abris, les soins de santé, ainsi que

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

L'assistance psychosociale constituent les principaux besoins de la population du site de Rhoe, qui compte désormais plus de 70 000 personnes.

Toujours dans l'est du pays, un groupe armé a attaqué un site pour personnes déplacées dans la ville de Mikenge au Sud-Kivu le 14 novembre, tuant six enfants et une femme enceinte. Huit autres personnes ont été blessées par balles et à coups de machettes. Les habitants ont fui et leurs abris ont été détruits.

Ces attaques qui découlent en partie de tensions intercommunautaires aggravent les problèmes auxquels sont confrontées les personnes déplacées. Le vol de bétail qui accompagne souvent les attaques aggrave l'insécurité économique. La violence exacerbe quant à elle la détresse des personnes contraintes de fuir leur foyer. Elle suscite également la peur chez les populations locales.

En RDC, 5,6 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer, soit 400 000 personnes de plus qu'au début de l'année 2021. Si la majorité d'entre elles vivent au sein de communautés d'accueil, plus de 330 000 personnes sont hébergées sur des sites de déplacement.

Le HCR appelle au respect du caractère civil et humanitaire des sites de déplacement, où tant les déplacés internes que la population locale sont attaqués dans leurs domiciles. Le HCR appelle également toutes les parties à garantir l'accès aux sites afin que les acteurs humanitaires soient en mesure de fournir une assistance essentielle.

Le HCR a besoin d'un soutien financier supplémentaire pour ses opérations sous-financées afin de pouvoir renforcer son soutien aux déplacés internes. Nous n'avons à ce jour reçu que 52% des 204,8 millions de dollars nécessaires pour fournir une assistance vitale aux personnes relevant de la compétence du HCR en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06